

Voici le code HTML structuré selon vos demandes : ``html

Interview : Accompagnement des étudiants en Sciences et Techniques d'Élevage

Nom et Prénom de l'interviewé : OUMAR BADA ALGOM

Institution : Institut National Supérieur des Sciences et Technique d'Abéché (INSTA)

Fonction précise : Chef de Département des Sciences et Techniques d'Élevage

Ville : Abéché, Tchad

Type d'Établissement : Public

Interviewer : DJIKOLMBAYE DJIBÉ (Osée), Consultant, Expert en Orientation et Insertion Professionnelle

Comme je viens de le dire, je suis Djikolmbaye Djibé, consultant expert en orientation et insertion professionnelle. J'effectue une mission de terrain pour le compte de l'Ambassade de France au Tchad et du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Formation Professionnelle, qui ont conjointement mis en place le projet Fond Équipe France-Appui à la Professionnalisation de l'Enseignement Supérieur au Tchad (FEF-APES-Tchad). Je vais m'entretenir avec vous sur vos formations, mais aussi échanger avec vous sur les questions en lien avec l'orientation et l'insertion des étudiants que vous formez ici. Notre entretien va se concentrer sur le diagnostic des réalités de terrain concernant

l'accompagnement direct des étudiants et leur suivi, ainsi que celui des anciens étudiants.

Dans un premier temps, je vais vous demander de nous parler de votre quotidien à la tête du département et des responsabilités qui vous incombent au quotidien. Comment gérez-vous le département ?

Quelles sont vos responsabilités ?

Pour commencer, merci d'abord pour le département.

Je crois que vous avez déjà vu l'administration.

Oui, j'ai vu le DGA et le directeur des étudiants.

C'est le premier département créé au sein de l'institut. À l'époque, c'était un institut universitaire, mais aujourd'hui, c'est un institut national. Le département des Sciences et Techniques d'Élevage est au cœur du Sahel. En principe, lorsque nous formons ces jeunes, ils ne devraient pas avoir de problème d'insertion professionnelle, car ils sont formés à des métiers concrets.

En réalité, une formation de métier permet à chacun d'exercer au minimum son métier. Ces formations sont professionnalisantes.

Lors d'un diagnostic réalisé en janvier dernier au Bénin, nous avons validé des sous-documents. Nous attendons leur arrivée, mais l'idée reste la même : comment devons-nous procéder ?

Dans le nord du pays, nous sommes dans des institutions où les jeunes sont formés, mais la réalité entre ce que nous faisons ici et ce que nous leur donnons à apprendre diffère. Ici, nous ne nous limitons pas à la théorie. Sur le plan pédagogique, nous assurons non seulement les enseignements, mais aussi la recherche appliquée dans la région. Nous travaillons avec les populations locales, notamment dans les laboratoires et sur le terrain, pour garantir un minimum d'expérience pratique.

Pourquoi insistons-nous sur le terrain ? Parce que, comme je l'ai mentionné hier lors d'une réunion à Béchier, il n'y a pas d'industries dans la région. Les centres commerciaux et les industries comme celles des CST n'existent pas ici. Cependant, nous avons la chance d'avoir des délégations régionales de l'élevage, avec des postes vétérinaires et des secteurs vétérinaires dans chaque région. Nous n'avons donc pas de problème de stages, car nous envoyons les étudiants là où ils le souhaitent.

Mais la question est : est-ce que ce qu'ils apprennent sur le terrain correspond à ce que nous voulons qu'ils apprennent ? Est-ce que les professionnels sur le terrain assurent un suivi

suffisant ? Même ici, nous avons la chance, par rapport à d'autres départements, d'avoir une situation particulière.

Au départ, tous les étudiants étaient formés comme vétérinaires. Aujourd'hui, nous avons des étudiants titulaires de doctorats d'État. Cela nous a permis d'avoir une vision plus claire de la situation.

Cependant, la recherche doit être intégrée dans la formation. Dès le début, nous nous assurons que les enseignements théoriques et pratiques sont dispensés. Par exemple, à la rentrée de septembre, nous répartissons les matières à enseigner. Chaque étudiant doit suivre un parcours précis. Nous veillons à ce que 80 % du programme soit couvert.

Pour les travaux pratiques, nous collaborons avec l'administration pour obtenir les moyens nécessaires. Nous payons les animaux et les médicaments utilisés en laboratoire. Nous organisons également des formations ambulantes sur le terrain, notamment sur les marchés aux bestiaux et dans les abattoirs, afin que les étudiants soient en contact direct avec les réalités du métier.

Initialement, le département se concentrait uniquement sur les ruminants, grands et petits. Aujourd'hui, nous avons élargi nos filières. Depuis mon arrivée en 2023, nous avons introduit de nouvelles productions, comme l'élevage de lapins, de poulets, de cailles, et même la pisciculture, très répandue dans la région du Sahel. Lorsque vous allez au marché, vous voyez que le poisson

du lac Tchad est très présent, ce qui montre l'importance de cette filière.

Cependant, les jeunes qui souhaitent s'installer dans ce domaine rencontrent des difficultés, notamment en raison de la concurrence et des pathologies animales, comme la maladie de Newcastle, qui affecte les volailles. Malgré tout, les oiseaux continuent d'arriver, mais à un certain moment, la production s'arrête à cause des maladies. Les commerçants se tournent alors vers les provinces frontalières pour s'approvisionner. Le poulet reste un produit cher, et les jeunes se rabattent souvent sur des alternatives comme l'élevage traditionnel.

Les jeunes formés en élevage intensif de poulets produisent ensuite des poulets de qualité médiocre, ce qui pose problème. Aujourd'hui, ces filières sont porteuses d'opportunités pour les jeunes, mais ils ne s'y intéressent pas suffisamment. Pourtant, ces domaines offrent des avantages et des atouts, car les populations ont besoin de se nourrir.

Autour du repas, les gens se retrouvent, et c'est là que se situent les opportunités. Pour l'instant, nous nous concentrons sur ces productions, tout en développant des cultures fourragères, très intéressantes.

Lors d'un échange avec des experts suisses, nous avons discuté de l'importance de la culture fourragère, même dans les centres comme Ellibo. Cependant, ce projet n'a pas encore été mis en place. Il faudrait que les jeunes prennent le relais, mais c'est

difficile. Il est essentiel d'orienter le microfinancement vers des projets concrets et de former les jeunes à la gestion de ces projets, même après leur sortie des institutions. Il faut les accompagner financièrement et les former en continu pour qu'ils puissent prendre en main leur avenir professionnel.

C'est là que réside le cœur de notre échange : le grand problème est que, malgré les formations dispensées, les jeunes ne s'intéressent pas suffisamment à ces filières. Comment pouvons-nous alors parler d'orientation et d'insertion professionnelle ? Comment mettre en place des dispositifs pour aider les jeunes dans leur insertion et leur orientation ?

Vous avez mentionné que le besoin est là, mais que les jeunes ne s'y intéressent pas. Quel est le problème réel qui fait que ces jeunes ne s'y intéressent pas ? Est-ce qu'ils n'y voient pas d'intérêt ? Est-ce qu'ils ne savent pas comment s'insérer, ou est-ce qu'ils n'ont pas d'accompagnement pour créer dans ce domaine ?

C'est pour cela que nous pensons qu'il faut responsabiliser davantage les institutions, par exemple en mettant en place un bureau d'orientation. Nous en avons déjà discuté avec le directeur général, qui a anticipé la création d'un bureau dédié aux jeunes. Il a même formé des responsables pour orienter les étudiants, car ceux-ci ont des ambitions variées.

Le problème fondamental réside dans le fait que, même si les jeunes ont des connaissances théoriques et pratiques, celles-ci

doivent être acceptées par les acteurs industriels ou économiques. Par exemple, dans le domaine de la production, malgré les autres connaissances générales, nous avons introduit des matières comme l'économie rurale, car tout repose sur elle : la production, la santé animale et l'économie rurale.

Nous avons également intégré la sociologie rurale pour que les étudiants comprennent mieux les réalités du monde rural. La culture est très importante, et le vétérinaire doit maîtriser ces aspects pour pouvoir aider efficacement les populations. Dès la deuxième année, les étudiants apprennent l'économie générale, et à partir de la troisième année, ils suivent des cours de gestion d'entreprise agricole, incluant un peu de comptabilité agricole. Ils doivent apprendre à poser des diagnostics précis pour comprendre ce qu'ils font et comment aider les autres.

Nous avons introduit trois matières intéressantes : l'animation rurale, qui porte sur l'approche à adopter avec les populations, le questionnement à utiliser et les réponses à apporter pour monter des petits projets. Ces matières sont enseignées de la deuxième année jusqu'au master. En troisième année, même ceux qui obtiennent une licence doivent savoir monter un projet et gérer une entreprise. Ils doivent choisir le type de production à développer et comprendre comment s'organiser pour être autonomes.

C'est une vision que nous avons ici. Par exemple, nous attendons un document pour améliorer notre formation. Mais le masque est déjà levé : le bureau d'orientation, dont la création a été

annoncée, va bientôt démarrer. Nous travaillons sur son fonctionnement.

Dans d'autres pays, comme la Libye, il existe des structures industrielles, comme des tanneries ou des abattoirs. Est-ce que nos étudiants peuvent y travailler ? Avec de petits budgets et des petites productions, ils peuvent tout à fait le faire.

Concrètement, si un étudiant vient vous voir avec des préoccupations concernant son orientation professionnelle, son avenir professionnel, comment se passe votre échange avec lui ?

Le problème principal reste le financement. Comment financer le projet de l'étudiant ? Est-ce que cela correspond à la réalité ou est-ce une idée irréaliste ? C'est pourquoi, dans notre formation, nous insistons sur le mentorat. Il faudrait que les enseignants, voire certains d'entre eux, encadrent les étudiants. Cela se fait déjà dans certains départements, comme celui de l'électricité mécanique, où les enseignants acceptent d'encadrer les étudiants.

Les anciens étudiants devraient être suivis sur le terrain. Nous leur envoyons des lettres pour les accompagner, mais aujourd'hui, les étudiants eux-mêmes doivent prendre conscience de leurs ambitions. Avec un bon financement et un suivi des enseignants, deux ou trois enseignants peuvent encadrer deux ou

trois étudiants chacun, et ceux-ci peuvent réaliser quelque chose en une année d'activité, voire en une saison des pluies.

Cela s'applique aussi à l'agroalimentaire, que ce soit dans l'élevage ou l'agriculture. La transformation des produits est essentielle. Nous avons commencé avec quelques projets, mais nous devons attendre pour voir les résultats.

Pour l'instant, nous formons des étudiants francophones et arabophones dans le domaine des soins intensifs, ce qui est plus facile, car ils apprennent en milieu hospitalier ou en laboratoire. Cependant, la production animale est un autre domaine, et nous constatons que, lorsque vous allez sur le marché, vous pouvez acheter ou vendre n'importe quel produit. Le marché est très ouvert, mais pourquoi les jeunes ne veulent-ils pas s'investir dans la production ?

Ils disent manquer de moyens, mais nous savons que les moyens ne sont pas faciles à obtenir. Ces jeunes sont souvent des citadins, et il faut leur donner les moyens de réussir. Cependant, ces moyens doivent être accompagnés étape par étape. Je crois qu'ils ont besoin de start-up : leur donner les meilleurs outils pour monter un projet, et ce projet doit être financé, que ce soit par l'État ou par des industriels. Cela pourrait booster l'insertion des jeunes.

Sinon, si nous restons dans la situation actuelle, ces jeunes risquent de se décourager. Ils veulent des résultats immédiats, comme savoir où trouver un emploi rapidement.

Vous avez également souligné des éléments très importants dans votre diagnostic. Par exemple, vous avez mentionné que la volaille, et notamment le poulet, est un produit cher et rare dans la région. Vous formez aussi les étudiants dans ce domaine. Ne serait-il pas intéressant, dès maintenant, d'inciter les étudiants à mettre en place des start-up ?

Par exemple, un groupe de trois à cinq étudiants pourrait monter un projet ensemble, en combinant leurs compétences : un pour la production, un autre pour l'énergie, un autre pour la maintenance, etc. En tant qu'institution, pourquoi ne pas les accompagner en tant qu'entreprise, en leur fournissant un suivi et en leur donnant les moyens de réussir ? Cela permettrait de créer un lien entre la formation et le monde économique, qui exprime des besoins en termes de compétences.

Aujourd'hui, il semble que nous évoluons en vase clos : les étudiants sortent de nos structures de formation et se retrouvent face à une réalité professionnelle différente. Cela pose un problème de contact et de lien entre la formation et le secteur économique. Comment pouvons-nous écouter les besoins des populations et du monde rural, et adapter notre formation en conséquence ?

C'est une bonne piste, mais le problème reste le financement. Comme vous le dites, nous formons les étudiants, mais une fois sortis, nous devons les accompagner pour savoir où ils vont et comment les aider. Si nous avons les moyens de les accompagner, ces moyens ne doivent pas être gaspillés. Il faut des structures dédiées, comme les enseignants, qui doivent avoir confiance en ces projets.

Nous avons des enseignants compétents, mais il faut aussi leur donner les moyens de jouer leur rôle. Le problème de financement est central, mais il faut aussi avoir confiance dans les enseignants et leur donner les moyens de suivre les étudiants.